|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Macintosh HD:Users:bilodeau:Desktop:logos:template 2017:un.emf |  | **CBD** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| CBD_logo_fr-CMYK-black [Converted] |  | Distr.GÉNÉRALECBD/COP/15/3 CBD/CP/MOP/10/3 CBD/NP/MOP/4/325 août 2021FRANÇAISORIGINAL : ANGLAIS |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| CONférence des parties à la convention sur la diversité biologiqueQuinzième réunion (partie I)Point 7 de l’ordre du jour provisoire[[1]](#footnote-2)\*Kunming, Chine, 11-15 octobre 2021 | Conférence des Parties À la diversité biologique siégeant en tant que réunion des Parties AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUESDixième réunion (partie I)Point 6 de l’ordre du jour provisoire[[2]](#footnote-3)\*\*Kunming, Chine, 11-15 octobre 2021 | Conférence des Parties à la convention sur la diversité biologique siégeant en tant que réunion des Parties au protocole de nagoya sur l’accès et le partage just et équitable des avantages découlant de leur utilisationQuatrième réunion (partie I)Point 6 de l’ordre du jour provisoire[[3]](#footnote-4)\*\*\*Kunming, Chine, 11-15 octobre 2021 |

BUDGET PROVISOIRE proposé POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE, du PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES ET du PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L’ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES POUR L’ANNE 2022

*Note de la Secrétaire exécutive*

1. La quinzième réunion de la Conférence des Parties, la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena et la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya ont été retardées à cause de la pandémie de la COVID-19 et des restrictions connexes sur les voyages et les grands rassemblements dans presque toutes les parties du monde. Ces réunions ayant déjà été reportées à deux reprises, il a été décidé de les présenter en deux parties, afin de maintenir l’élan politique. Ainsi, la première partie des réunions (partie I) aura lieu du 11 au 15 octobre 2021, surtout en contexte virtuel. Les représentants des Parties et les observateurs seront invités à participer à la partie I en ligne. Les chefs d’État et de gouvernement seront également invités à participer, en ligne, au segment de haut niveau, afin d’exprimer leur volonté politique et leur engagement. Les représentants des gouvernements, des Nations Unies et des autres organisations internationales concernées déjà en poste en Chine seront invités à participer à la réunion en personne à Kunming, en Chine. La deuxième partie (partie II) de ces réunions devrait se dérouler en personne, à Kunming, en Chine, du 25 avril au 8 mai 2022.
2. Les réunions se tiennent en deux parties afin que les organes subsidiaires puissent terminer leurs travaux, dont la finalisation du projet de cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, pour examen à la partie II des réunions. Des arrangements financiers supplémentaires devront être pris, selon les conclusions de ces réunions, afin d’assurer le maintien des activités de fonctionnement du Secrétariat après le 31 décembre 2021, dont le fonctionnement du Secrétariat et l’organisation des réunions reportées à 2022.
3. Le Bureau de la Conférence des Parties s’est penché sur la question et a proposé que les Parties examinent et approuvent, à titre exceptionnel, un budget provisoire pour 2022 à la première partie des réunions, et le budget ordinaire ou complet pour 2023-2024 à la partie II des réunions, à Kunming, en 2022. La Secrétaire exécutive a préparé un budget provisoire pour 2022 en conséquence, proposé dans le présent document.
4. Ce document comprend cinq parties. La partie I porte sur les revenus et le budget de fonctionnement de la période biennale 2019-2020 et de 2021. La partie II contient une proposition du Secrétariat pour un budget provisoire intégré visant à assurer le maintien des opérations de la Convention et des Protocoles, y compris le Secrétariat, au cours de l’année 2022, en attendant l’adoption d’un budget pour la période biennale 2023-2024. Les parties III, IV et V contiennent les projets de décisions pour examen par la Conférence des Parties et les Conférences des Parties siégeant en tant que réunions des Parties aux Protocoles de Cartagena et de Nagoya.
5. Il est convenu que la partie II de la quinzième réunion de la Conférence des Parties et les réunions concomitantes des Parties aux Protocoles examineront l’ensemble du budget axé sur les résultats de la période biennale 2023-2024 ou de toute autre période déterminée par la Conférence des Parties et les Conférences des Parties siégeant en tant que réunions des Parties aux Protocoles, conformément aux règles de gestion financière.[[4]](#footnote-5) Par conséquent, le budget provisoire est de portée limitée et ne s’applique qu’aux exigences opérationnelles les plus imminentes de la Convention et de ses Protocoles, qui comprennent la préparation et l’organisation de la partie II de la quinzième réunion de la Conférence des Parties et autres réunions prévues en 2022.
6. **sommaire des revenus et de l’exécution du budget pour la période biennale 2019-2020**
7. **Revenu**
8. *Budget approuvé pour la période 2019-2020*
9. Dans les décisions 14/37, CP-9/16 et NP-3-16, la Conférence des Parties et les Conférences des Parties siégeant en tant que réunions des Parties aux Protocoles, respectivement, ont approuvé un budget de base intégré de 18 948 900 $US pour l’année 2019 et de 18 985 200 $US pour l’année 2020, ce qui représente 38 844 100 $US pour la période biennale. Après avoir soustrait les économies réalisées au cours de la période précédente et la contribution du pays hôte, l’ensemble des contributions pour les années 2019 et 2020 a été évalué à 32 984 700 $US pour la période biennale. Les contributions des nouvelles Parties aux Protocoles en 2019 et 2020 (17 pays ont ratifié le Protocole de Nagoya et 2 pays sont devenues Parties au Protocole de Cartagena) s’élèvent à 94 000 $US. Par conséquent, la contribution totale est évaluée à 33 078 700 $US, comprenant 16 045 000 $US pour 2019 et 17 033 700 $US pour 2020. Le Secrétariat avait reçu des contributions s’élevant à 29 852 600 $US pour la période biennale 2019-2020 au 30 juin 2021.
10. Le taux de collecte à ce jour est de 93,50 pour cent pour 2019 et de 87,18 pour cent pour 2020, pour un taux de collecte général de 90,25 pour cent pour la période biennale. Le versement des contributions pour l’année 2020 est inférieur à la norme, sans doute en conséquence de la pandémie de la COVID-19.

État général des contributions pour la période biennale 2019-2020

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  |  |
| --- | --- |
| *Source de financement* | *Ressources* |
| Budget provisoire approuvé | 38 844,1 |
| Pays hôte | -2 652,8 |
| Économies de l’année précédente | -3 206,6 |
| Partie supplémentaire au Protocole de Nagoya | 94,0 |
| **Évaluation totale** | **33 078,7** |
| Somme reçue au 30 juin 2021 | 29 852,6 |
| **Solde impayé** | **3 226,1** |
| **Taux de collecte** | **90,25 %** |

1. *Budget provisoire approuvé pour 2021*
2. Dans sa décision EM-2/3, la Conférence des Parties, lors de sa deuxième réunion extraordinaire, a approuvé un budget provisoire de 16 722 600 $US pour l’année 2021. Après avoir soustrait les économies réalisées au cours de la période précédente et la contribution du pays hôte, la contribution totale pour 2021 s’élevait à 14 887 500 $US. La contribution de la nouvelle Partie au Protocole de Nagoya en 2021 a été de 45 000 $US. Le Secrétariat avait reçu des contributions s’élevant à 9 946 900 $US pour 2021 au 30 juin 2021. Le taux de collecte était de 66,81 pour cent pour 2021 au 30 juin 2021.

État général des contributions pour 2021

*(En milliers de dollars des États-Unis)*

|  |  |
| --- | --- |
| *Source de financement* | *Ressources* |
| *Source de financement* | 16 772,6 |
| Budget provisoire approuvé | -1 534,8 |
| Pays hôte | -395,5 |
| Économies de l’année précédente | 45,2 |
| Partie supplémentaire au Protocole de Nagoya | **14 887,5** |
| **Évaluation totale** | 9 946,9 |
| Somme reçue au 30 juin 2021 | **4 940,6** |
| **Solde impayé** | **66,81 %** |

1. **Exécution du budget**
2. Les dépenses budgétaires devraient s’élever à 1 778 850 $US au 31 décembre 2021, en ce qui concerne les reports budgétaires approuvés de 2019-2020, comme indiqué dans le tableau 2, ci-dessous. Les dépenses prévues ne comprennent pas les coûts de la quinzième réunion de la Conférence des Parties, de la dixième réunion des Parties au Protocole de Cartagena et de la quatrième réunion des Parties au Protocole de Nagoya, qui devraient avoir lieu en avril et mai 2022.
3. Le tableau 3 fait état de dépenses prévues de 15 039 400 $US du budget provisoire approuvé pour 2021 au 31 décembre 2021.
4. Dans sa décision EM/2/1, la Conférence des Parties, à sa deuxième réunion extraordinaire, a autorisé le report de la somme de 2 842 200 $US du budget approuvé de 2019-2020 (poste I) afin de payer les coûts de la vingt-quatrième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, de la troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l'application et de la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention, qui devaient toutes avoir lieu en 2021. La deuxième réunion extraordinaire de la Conférence des Parties a aussi approuvé la somme supplémentaire de 271 800 $US dans son budget provisoire pour financer les réunions d’information virtuelles, des groupes préparatoires et régionaux et d’ouverture pour la vingt-quatrième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et la troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l'application. Des dépenses totales de 2 535 400 $US ont été engagées en 2019-2020 et 2021 pour les réunions du poste I dans le budget de 2019-2020 et le budget provisoire de 2021 au 30 juin 2021. Ainsi, un dépassement budgétaire de 441 000 $US (environ 11 pour cent) des dispositions budgétaires de 3 688 000 $US et de 271 800 $US approuvées respectivement par la Conférence des Parties à sa quatorzième réunion et à sa deuxième réunion extraordinaire est prévu d’ici la fin de 2022. De plus, des sommes supplémentaires seront nécessaires pour ajouter à la généreuse contribution du gouvernement de la Suisse pour la reprise des réunions de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, de la troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l'application et la troisième réunion du Groupe de travail sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, qui auront lieu à Genève en janvier 2022. Ces coûts supplémentaires sont évalués à 951 000 $US et visent les services d’interprétation, de traduction et de plateforme virtuelle. Les dépenses engagées pour les réunions et les besoins de financement pour la présentation des réunions reportées, ainsi que pour la quinzième réunion de la Conférence des Parties et les réunions connexes des Parties aux Protocoles de 2022, sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 1**

**Coûts engagés pour les réunions et besoins de financement pour les réunions reportées, la quinzième réunion de la Conférence des Parties et les réunions connexes des Parties aux Protocoles en 2022**

|  |  |
| --- | --- |
| *Total des coûts au titre du poste I (réunions)**au 30 juin 2021 (budget de 2019-2020 et budget provisoire de 2021)* | *Coût (en milliers de dollars des États-Unis)* |
| Vingt-troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques  | 316,0 |
| Dixième réunion du Groupe de travail sur l’article 8 J | 280,0 |
| Vingt-quatrième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l’application (session virtuelles, comprenant les session formelles, informelles et spéciales) | 1 939,4 |
| **Coût total** au 30 juin 2021 (ne comprenant pas le Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020\*) **(A)** | **2 535,4** |
| **Budget disponible (B) :** | 4 013,4 |
| Budget de 2019-2020 : 3 688 000 $US |
| Budget provisoire de 2021 : 271 000 $US |
| Contributions volontaires des gouvernements du Canada et du Royaume-Uni : 53 637 $US |
| **Ressources nécessaires en 2022 (C)** | 2 870,0 |
| Reprise de la vingt-quatrième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, de la troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l’application et de la troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 : 951 000 $US |
| Quinzième réunion de la Conférence des Parties, dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena et quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya : 1 919 000 $US |
| **Ressources supplémentaires nécessaires pour les réunions prévues en 2022 ((A+C)-B))** | **1 392** |

\* Prendre note que les coûts du Groupe de travail sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 engagés à ce jour sont imputés à un poste budgétaire du budget approuvé pour la quatorzième réunion de la Conférence des Parties.

**Tableau 2
État du budget de 2019-2020 approuvé reporté, par objet de dépense**

*(En milliers de dollars des États-Unis)*

| *Objet de la dépense* | *Budget reporté* | *Dépenses totales (31 décembre 2021)* | *Écart* |
| --- | --- | --- | --- |
| A. Coûts de personnel |  |  |  |
| B. Réunions du Bureau | 165,0 | 0,0 | 165,0 |
| C. Voyages officiels |  |  |  |
| D. Consultants/sous-traitants |  |  |  |
| E. Matériel de sensibilisation du public / communication |  |  |  |
| F. Assistance temporaire / temps supplémentaire |  |  |  |
| G. Formation |  |  |  |
| H. Traduction du site Web du mécanisme de centre d’échange / projets de site Web |  |  |  |
| I. Réunions | 2 842,2 | 1 364,2 | 1 478 |
| J. Réunions d’experts | 150,0 | 0,0 | 150,0 |
| K. Réunions extraordinaires sur l’après-2020 | 210,0 | 210,0 | 0,0 |
| L. Loyer et coûts apparentés |  |  |  |
| M. Frais de fonctionnement généraux |  |  |  |
| **Total partiel (I)** | **3 367,2** | **1 574,2** | **1 793** |
| **II. Coûts d’appui au programme (13 %)** | 437,7 | 204,65 | 233,09 |
| **Total partiel (I + II)** | **3 804,9** | **1 778,85** | **2 026,09** |
| **III. Réserve de trésorerie** |  |  | 0,0 |
| **Total (I + II + II)** | **3 804,9** | **1 778,85** | **2 026,09** |

**Tableau 3**
**Dépenses réelles et prévues du budget provisoire approuvé pour 2021, par objet de dépense, au 31 décembre 2021**

*(En milliers de dollars des États-Unis)*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *Objet de la dépense* | *Budget total approuvé* | *Dépenses totales prévues* | *Écart* |
| A. Coûts de personnel | 11 936,8 | 10 312,6 | 1 624,2 |
| B. Réunions du Bureau |   |  | , |
| C. Voyages officiels | 275,0 | 20,0 | 255,0 |
| D. Consultants/sous-traitants | 50,0 | 50,0 |  |
| E. Matériel de sensibilisation du public / communication | 50,0 | 50,0 |  |
| F. Assistance temporaire / temps supplémentaire | 100,0 | 100,0 |  |
| G. Formation | 5,0 | 5,0 |  |
| H. Traduction du site Web du mécanisme de centre d’échange / projets de site Web | 65,0 | 65,0 |  |
| I. Réunions | 271,8 | 271,8 |  |
| J. Réunions d’experts |  |  |  |
| K. Réunions extraordinaires sur l’après-2020 | 350,0 | 350,0 |  |
| L. Loyer et coûts apparentés | 1 358,2 | 1 358,2 |  |
| M. Frais de fonctionnement généraux | 726,6 | 726,6 |  |
| **Total partiel (I)** | **15 188,4** | **13 309,2** | **1 879,2** |
| **II. Coûts d’appui au programme (13 %)** | 1 974,5 | 1 730,2 | 244,3 |
| **Total partiel (I + II)** | **17 162,9** | **15 039,4** | **2 123,5** |
| **III. Réserve de trésorerie** |  |  |  |
| **Total (I + II + II)** | **17 162,9** | **15 039,4** | **2 123,5** |

1. **Réserves de trésorerie au 31 décembre 2021**
2. La réserve de trésorerie est calculée cumulativement à chaque période biennale, afin que la somme totale de la réserve représente 15 pour cent de l’estimation des dépenses annuelles, comprenant les coûts d’appui au programme. Le niveau de la réserve de trésorerie a été augmenté de 7,5 pour cent à 15 pour cent à partir de la période biennale 2019-2020, à la suite de la recommandation du Bureau des services de contrôle interne et conformément au paragraphe 4 de la décision 14/37 de la Conférence des Parties. La réserve de trésorerie a pour but de garantir le maintien du fonctionnement du Secrétariat de la Convention advenant un manque d’argent comptant temporaire. Les retraits effectués dans le fonds de trésorerie sont remboursés à partir des contributions, dans les meilleurs délais.

**Tableau 3
Réserves de trésorerie au 31 décembre 2021**

*(En milliers de dollars des États-Unis)*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Fonds d’affectation spéciale* | *2003-14* | *2015-16* | *2017-18* | *2019-20* | *2021* | *Total* |
| Fonds d’affectation spéciale BY | 1 324,4 | 765,1 | 93,3 | 138,6 | **(288,8)** | **2 032,7** |
| Fonds d’affectation spéciale BG | 293,8 | 175,5 | 19,7 | 28,1 | **(58,54)** | **458,5** |
| Fonds d’affectation spéciale BB |  | 95,5 | 9,8 | 20,6 | **(42 93)** | **83,2** |
| **Total** | **1 618,2** | **1 036,1** | **122,8** | **187,3** | **(390,27)** | **2 574,4** |

1. Le surplus cumulatif (ne comprenant pas la réserve de trésorerie de 2 574 440 $US) des trois fonds d’affectation spéciale (BY, BG et BB) est évalué à 9,3 millions $US pour la fin de 2021. Cette prévision repose sur l’hypothèse que le Secrétariat ne recevra aucune contribution pour 2021 et les années précédentes.

**Tableau 4
Surplus cumulatif prévu (ne comprenant pas la réserve de trésorerie)**

*(En millions de dollars des États-Unis)*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *Date* | *Convention* | *Protocole de Cartagena* | *Protocole de Nagoya* | *Total* |
| Réserves au 31 décembre 2021 | 6 | 2,5 | 0,8 | **9,3** |

1. **budget provisoire intégré proposé pour le programme de travail de la convention sur la diversité biologique, du protocole de cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et du protocole de nagoya sur l’accès et le partage des avantages pour 2022**
2. Le Secrétariat présente, pour approbation par les Parties, un budget provisoire intégré visant à assurer le maintien du fonctionnement au cours de l’année 2022 en attendant l’adoption du budget de la période biennale 2023-2024 par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion. Les ressources nécessaires pour l’année 2022, dont les détails sont fournis dans les tableaux 5a et 5b, comprennent les ressources supplémentaires nécessaires à l’organisation de la quinzième réunion de la Conférence des Parties, la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena et la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, et les sessions reportées de la vingt-quatrième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, la troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l'application et une réunion supplémentaire du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Les ressources nécessaires ont été évaluées selon les facteurs et les hypothèses ci-dessous.

Principaux facteurs et hypothèses ayant servi à évaluer les besoins en ressources pour 2022

1. Les ressources nécessaires pour le budget provisoire de 2022 reposent que l’hypothèse que la Conférence des Parties, à sa quinzième réunion, en 2022, et les réunions connexes des Parties aux Protocoles approuveront un programme de travail intégré axé sur les résultats et son budget pour la période biennale 2023-2024 (ou une période à déterminer).
2. Le budget provisoire approuvé comprend une partie des coûts de la quinzième réunion de la Conférence des Parties et des réunions connexes des Parties aux Protocoles, les coûts de la reprise des sessions de la vingt-quatrième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, de la troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l'application et d’une réunion supplémentaire du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, car le budget reporté de 2019-2020 n’est pas suffisant pour payer tous les coûts.
3. Le budget provisoire a une portée limitée et ne comprend que les ressources minimums nécessaires pour assurer le maintien du fonctionnement du Secrétariat et de ses activités en 2022.
4. Il n’est pas proposé d’utiliser les réserves pour compenser les contributions de 2022 car le niveau des réserves des fonds d’affectation spéciale du Protocole de Nagoya est faible et que la prudence est de mise face à la lenteur de la collecte des contributions, mise en évidence au paragraphe 8, ci-dessus.
5. Le budget provisoire sera adopté sous réserve du budget final qui sera approuvé par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion. Le Secrétariat préparera et soumettra un programme de travail détaillé axé sur les résultats et son budget pour la période 2023-2024, conformément au paragraphe 48 de la décision 14/37.
6. Les coûts de salaire ont été évalués en fonction de 78 postes (49 postes professionnels et 29 postes de services généraux), conformément au tableau d’effectifs approuvé par la Conférence des Parties à sa quatorzième réunion (tableau 6).
7. Au paragraphe 2 de la décision 14/37, la Conférence des Parties a convenu de répartir les coûts des services de secrétariat entre la Convention, le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et le Protocole de Nagoya sur l’accès et le partage des avantages, dans une proportion de 74:15:11 pour la période biennale 2019-2020. Ce même ratio s’appliquera au budget provisoire de 2022. Le Secrétariat déterminera un nouveau ratio pour la période biennale 2023-2024 aux fins d’examen par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion.

**Tableau 5a
Budget provisoire intégré proposé pour 2022 (par objet de dépense)**

| *Objet de dépense* | *Budget proposé pour 2022**(en milliers de dollars des États-Unis)* | *Notes* |
| --- | --- | --- |
| A. Coûts de personnel | 12 248.0 | 1 |
| B. Réunions du Bureau |  |  |
| C. Voyages officiels | 275.0 |  |
| D. Consultants / sous-traitants | 50.0 |  |
| E. Matériel de sensibilisation du public / communication | 50.0 |  |
| F. Assistance temporaire / temps supplémentaire | 100,0 |  |
| G. Formation | 5,0 |  |
| H. Traduction du site Web du centre d’échange / projets de site Web | 65,0 |  |
| I. Réunions | 1 391,0 |  |
| J. Réunions d’experts |  |  |
| K. Réunions extraordinaires sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020  |  |  |
| L. Loyer et coûts apparentés | 1 481,2 |  |
| M. Frais de fonctionnement généraux | 726,6 |  |
| **Total partiel (I)** | **16 391,82** |  |
| **II. Coûts d’appui au programme (13 %)** | 2 130,94 |  |
| **Total partiel (I + II)** | **18 522,76** |  |
| **III. Fonds de trésorerie** | 203,97 |  |
| **Total (II + III)** | **18 726,74** |  |
| Moins : Contribution du pays hôte | -1 673,8 | 2 |
| Moins : Utilisation des réserves pour les réunions extraordinaires |  |  |
| Moins : Utilisation des réserves des années précédentes |  |  |
| **Total net (somme partagée entre les Parties)** | **17 052,95** |  |
| *Part du budget provisoire pour la Convention (74 %)* | *12 619,18* |  |
| *Part du budget provisoire pour le Protocole de Cartagena (15 %)* | *2 557,94* |  |
| *Part du budget provisoire pour le Protocole de Nagoya (11 %)* | *1 875,82* |  |

*Notes* :

1. L’estimation des ressources est fondée sur les coûts de personnel réels de 2021 et les augmentations prévues conformément aux tableau d’effectifs des Nations Unies et échelons suivants pour le personnel des services professionnels et des services généraux : SSG : 331 000; D-2 : 305 000; D-1 : 277 000; P-5 : 233 000; P-4 : 220 000; P-3 : 182 000; P-2 : 141 000, Services généraux : 77 000.
2. Le Secrétariat a reconduit son accord de subvention avec le pays hôte (le gouvernement du Canada et la Province de Québec) concernant le loyer et les coûts apparentés de l’espace de bureau à Montréal. L’accord s’applique du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2029, ce qui correspond à la période du bail actuel signé par le Secrétariat. Le loyer et les coûts apparentés pour 2022 sont évalués à 2 092 229 $CAD. Le taux de change ayant servi à la reconversion de la contribution en dollars canadiens du pays hôte est de 1,25 $CAN : 1,00 $US.

**Tableau 5b
Ressources des budgets de base intégrés requises par les divisions pour l’année 2022***(En milliers de dollars des États-Unis)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | *2021* | *2022* |
| **I. Programmes :** |  |  |
|  Bureau de la Secrétaire exécutive | 2 404,4 | 2 816,5 |
|  Protocoles de Nagoya et de Cartagena | 2 283,4 | 2 336,5 |
|  Division de la science, de la société et de la durabilité | 3 316,75 | 3 714,0 |
| Division du soutien à la mise en œuvre  | 4 262,15 | 4 397,25 |
| **II. Administration, finances et services de conférences** | 2 921,7 | 3 127,75 |
| **Total partiel** | **15 188,4** | **16 391,82** |
| Coûts d’appui au programme | 1 974,49 | 2 130,94 |
| **III. Réserve de trésorerie** | (390,27) | 203,97 |
| **Total** | **16 772,63** | **18 522,76** |

**III. Projet de décisions proposé**

1. La Conférence des Parties pourrait souhaiter adopter une décision qui ressemble à ce qui suit :

*La Conférence des Parties*

*Rappelant* sa décision 14/37, dans laquelle elle approuve le budget de la période biennale 2019-2020 et demande à la Secrétaire exécutive de préparer des propositions budgétaires pour la période biennale 2021-2022,

*Rappelant également* sa décision EM-2/1, dans laquelle elle approuve la prolongation du budget de la période biennale 2019-2020 et le budget provisoire de 2021,

*Prenant compte* de la décision de présenter la quinzième réunion de la Conférence des Parties en deux parties, la partie I du 11 au 15 octobre 2021 et la partie II du 25 avril au 8 mai 2022, à cause des restrictions imposées par la pandémie de la COVID-19, et que l’examen et l’adoption d’un budget ordinaire ou complet sont prévus au cours de la partie II de la réunion,

*Prenant note,* par conséquent, de la nécessité de prendre des arrangements pour maintenir le fonctionnement ininterrompu des organes de la Convention, dont le Secrétariat et les réunions de la Conférence des Parties et des organes subsidiaires,

*Prenant note* de la proposition du Bureau de la Conférence des Parties que les Parties examinent et approuvent un budget provisoire pour 2022, à titre exceptionnel, selon les modalités convenues,

*Ayant examiné* la note de la Secrétaire exécutive,[[5]](#footnote-6)

*Reconnaissant* la nature exceptionnelle des circonstances découlant de la pandémie et exprimant sa solidarité avec toutes les Parties face aux conséquences humaines et économiques de cette pandémie qui perdure,

1. *Approuve,* à titre exceptionnel, un budget-programme de base de 12 619 185 dollars des États-Unis pour la Convention pour l’année 2022, représentant 74 pour cent du budget provisoire intégré de 17 052 952 dollars des États-Unis pour l’année 2022, pour les besoins indiqués dans les tableaux 5a et 5b de la note de la Secrétaire exécutive;3
2. *Décide* de répartir tous les coûts des services de Secrétariat entre la Convention, le Protocole de Cartagena et le Protocole de Nagoya dans une proportion de 74:15:11 pour l’année 2022;
3. *Remercie* le pays hôte, le Canada, de renouveler son soutien pour le Secrétariat et *se réjouit* de la contribution de 2 092 229 dollars canadiens du pays hôte et de la Province de Québec pour l’année 2022, pour le loyer et les coûts apparentés du Secrétariat à Montréal, répartis dans une proportion de 74:15:11 afin de compenser les contributions des Parties à la Convention, au Protocole de Cartagena et au Protocole de Nagoya, respectivement, pour l’année 2022;
4. *Adopte* un barème de contribution pour la répartition des dépenses de 2022, présentées dans les tableaux 7, 8 et 9 de la présente décision, conforme au barème de contribution actuel pour la répartition des dépenses des Nations Unies, en prenant note que l’Assemblée générale des Nations Unies devrait approuver un barème de contribution révisé pour la période 2022-2024 en décembre 2022 et que le nouveau barème de contribution s’appliquera au calcul des contributions de 2022 dès sa publication;
5. *Adopte également* le tableau d’effectifs (tableau 6) du Secrétariat pour l’année 2022, qui servira à l’établissement des coûts dans le budget global;
6. *Autorise* la Secrétaire exécutive à engager des coûts jusqu’à concurrence du budget établi, en puisant dans les ressources en argent disponibles, dont les soldes non dépensés, les contributions des périodes financières précédentes et les revenus divers, conformément au Règlement financier et règles de gestion financière du Programme des Nations Unies pour l’environnement;
7. *Autorise également* la Secrétaire exécutive à réattribuer les ressources parmi les programmes pour les principaux articles budgétaires indiqués dans le tableau 5b de la note de la Secrétaire exécutive3 jusqu’à concurrence de 15 pour cent du budget-programme total, sous réserve de l’application d’une limite supplémentaire pouvant atteindre 25 pour cent de chaque article budgétaire;
8. *Invite* toutes les Parties à la Convention à prendre note que les contributions aux budgets de base (fonds d’affectation spéciale BY, BG et BB) sont dues le 1er janvier de l’année pour laquelle les contributions ont été budgétisées et à payer ces contributions dans les délais, et *demande* à ce que les Parties soient informées du montant de leur contribution aussitôt que possible au cours de l’année précédant l’année pour laquelle les contributions doivent être payées;
9. *Prend note avec inquiétude* que plusieurs Parties n’ont pas payé leurs contributions aux budgets de base (fonds d’affectation spéciale BY, BG et BB) pour 2020 et les années précédentes, et que certaines Parties n’ont jamais versé leur contribution;
10. *Prend note* que les fonds d’affectation spéciale de la Convention et de ses Protocoles (BY, BG et BB) devraient être prolongés pour une période de deux ans, à savoir du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, et *prie* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement de faire approuver cette prolongation par l’Assemblée générale des Nations Unies;
11. *Affirme* que cette décision est prise sous réserve de toute autre décision que pourrait prendre la Conférence des Parties à la partie II de sa quinzième réunion;
12. *Demande* à la Secrétaire exécutive :
	1. De tenir compte des résultats de cette décision lors de la préparation des propositions budgétaires pour la période biennale 2023-2024, conformément au paragraphe 48 de la décision 14/37;
	2. De préparer des propositions budgétaires pour la période 2023-2024 en attendant la décision de la Conférence des Parties et des Conférences des Parties siégeant en tant que réunions des Parties aux Protocoles de Cartagena et de Nagoya concernant les dates respectives de leur seizième, onzième et cinquième réunions.

**IV. projet de décision pour examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au protocole de cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques**

1. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pourrait souhaiter adopter une décision qui ressemble à ce qui suit :

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.*

*Rappelant* sa décision [9/16](https://www.cbd.int/doc/decisions/cp-mop-09/cp-mop-09-dec-16-fr.pdf), dans laquelle elle a approuvé le budget de la période biennale 2019-2020,

*Rappelant* sa décision CP-EM-1/1, dans laquelle elle a approuvé la prolongation du budget de la période biennale 2019-2020 et le budget provisoire de 2021,

*Prenant compte* de la décision de présenter la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena en deux parties, la partie I du 11 au 15 octobre 2021 et la partie II du 25 avril au 8 mai 2022, à cause des restrictions imposées par la pandémie de la COVID-19, et que l’examen et l’adoption d’un budget ordinaire ou complet sont prévus au cours de la partie II de la réunion,

*Prenant note,* par conséquent, de la nécessité de prendre des arrangements pour maintenir le fonctionnement ininterrompu des organes du Protocole, dont le Secrétariat et les réunions de ses Parties et organes subsidiaires,

*Prenant note* de la proposition du Bureau de la Conférence des Parties que les Parties examinent et approuvent un budget provisoire pour 2022, à titre exceptionnel, selon les modalités convenues,

*Ayant examiné* la note de la Secrétaire exécutive,[[6]](#footnote-7)

1. *Approuve* à titre exceptionnel, un budget-programme de base de 2 557 943 dollars des États-Unis pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques pour l’année 2022, représentant 15 pour cent du budget provisoire intégré de 17 052 952 dollars des États-Unis pour l’année 2022, pour les besoins indiqués dans les tableaux 5a et 5b de la note de la Secrétaire exécutive;4
2. *Prie* la Secrétaire exécutive de préparer des propositions budgétaires pour la période biennale 2023-2024;
3. *Décide* d’appliquer, mutatis mutandis, les paragraphes 2 à 12 de la décision adoptée par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion (partie I).[[7]](#footnote-8)

**V. projet de décision pour examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au protocole de nagoya sur l’accès et le partage des avantages**

1. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l’accès et le partage des avantages pourrait souhaiter adopter une décision qui ressemble à ce qui suit :

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l’accès et le partage des avantages,*

*Rappelant* sa décision [3/16](https://www.cbd.int/doc/decisions/np-mop-03/np-mop-03-dec-16-fr.pdf), dans laquelle elle a approuvé le budget pour la période biennale 2019-2020

*Rappelant* sa décision NP-EM-1/1, dans laquelle elle a approuvé la prolongation du budget de la période biennale 2019-2020 et le budget provisoire de 2021,

*Prenant compte* de la décision de présenter la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties en deux parties, la partie I du 11 au 15 octobre 2021 et la partie II du 25 avril au 8 mai 2022, à cause des restrictions imposées par la pandémie de la COVID-19, et que l’examen et l’adoption d’un budget ordinaire ou complet sont prévus au cours de la partie II de la réunion,

*Prenant note,* par conséquent, de la nécessité de prendre des arrangements pour maintenir le fonctionnement ininterrompu des organes du Protocole, dont le Secrétariat et les réunions de ses Parties et organes subsidiaires,

*Prenant note* de la proposition du Bureau de la Conférence des Parties que les Parties examinent et approuvent un budget provisoire pour 2022, à titre exceptionnel, selon les modalités convenues,

*Ayant examiné* la note de la Secrétaire exécutive [[8]](#footnote-9)

* + - 1. *Approuve* à titre exceptionnel, un budget-programme de base de 1 875 825 dollars des États-Unis pour le Protocole de Nagoya sur l’accès et le partage des avantages pour l’année 2022, représentant 11 pour cent du budget provisoire intégré de 17 052 952 dollars des États-Unis pour l’année 2022, pour les besoins indiqués dans les tableaux 5a et 5b de la note de la Secrétaire exécutive;6
			2. *Prie* la Secrétaire exécutive de préparer des propositions budgétaires pour la période budgétaire 2023-2024;
1. *Décide* d’appliquer, mutatis mutandis, les paragraphes 2 à 12 de la décision adoptée par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion (partie I).[[9]](#footnote-10)

**Tableau 6**

**Tableau des effectifs extraits des programmes de base de la Convention et de ses Protocoles 2022**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie et niveau** | **Approuvés pour 2021** | **Proposés pour 2022** | **Écart** |
| **Niveaux professionnel et supérieur** |  |  |  |
| SSG | 1 | 1 | - |
| D-21 |  | 1 | 1 |
| D-1 | 3 | 2 | -1 |
| P-5 | 10 | 10 | - |
| P-42 | 12 | 13 | 1- |
| P-3 | 14 | 13 | -1- |
| P-2/1 | 9 | 9 | - |
| **Total partiel** | **49** | **49** | **-** |
| **Services généraux** | 29 | 29 | - |
| **Total** | **78** | **78** | **-** |

1 Suite à la recommandation du Bureau et à une communication de suivi du président de la Conférence des Parties au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le développement en mai 2020, il est proposé d’actualiser le niveau du poste de Secrétaire exécutif adjoint (D-1) à D-2, afin de le rendre conforme à des postes semblables dans lesquels le chef du bureau occupe un poste de niveau du SEA ou supérieur.

2 Faisant suite à l’examen des activités du Secrétariat,\* le service de gestion des ressources humaines du Bureau des Nations Unies à Nairobi a confirmé que le poste d’adjoint spécial (A-3) a été classé au niveau P-4 et que les fonctions associées à ce poste demeurent à jour et doivent être harmonisées à la reclassification exacte du poste.

\* Voir UNEP/CBD/COP/13/7/Add.2, UNEP/CBD/BS/COP-MOP/8/7/Add.2, UNEP/CBD/NP/COP-MOP/2/7/Add.2.

**Tableau 7
Contributions au fonds d’affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique pour 2022**

|  | **Partie** | **Barème de contribution 2019-2021** | **Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 %** | **Contributions au 1er janvier 2022** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | Afghanistan | 0,007 | 0,009 | 1 104 |
| 2 | Afrique du Sud | 0,272 | 0,340 | 42 913 |
| 3 | Albanie | 0,008 | 0,010 | 1 262 |
| 4 | Algérie | 0,138 | 0,173 | 21 772 |
| 5 | Allemagne | 6,090 | 7,614 | 960 808 |
| 6 | Andorre | 0,005 | 0,006 | 789 |
| 7 | Angola | 0,010 | 0,010 | 1 262 |
| 8 | Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,003 | 316 |
| 9 | Arabie saoudite | 1,172 | 1,465 | 184 904 |
| 10 | Argentine | 0,915 | 1,144 | 144 358 |
| 11 | Arménie | 0,007 | 0,009 | 1 104 |
| 12 | Australie | 2,210 | 2,763 | 348 668 |
| 11 | Autriche | 0,677 | 0,846 | 106 809 |
| 14 | Azerbaïdjan | 0,049 | 0,061 | 7 731 |
| 15 | Bahamas | 0,018 | 0,023 | 2 840 |
| 16 | Bahreïn | 0,050 | 0,063 | 7 888 |
| 17 | Bangladesh | 0,010 | 0,010 | 1 262 |
| 18 | Barbade | 0,007 | 0,009 | 1 104 |
| 19 | Belarus | 0,049 | 0,061 | 7 731 |
| 20 | Belgique | 0,821 | 1,026 | 129 528 |
| 21 | Belize | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 22 | Bénin | 0,003 | 0,004 | 473 |
| 23 | Bhoutan | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 24 | Bolivia (Plurinational State of) | 0,016 | 0,020 | 2 524 |
| 25 | Bosnie-Herzégovine | 0,012 | 0,015 | 1 893 |
| 26 | Botswana | 0,014 | 0,018 | 2 209 |
| 27 | Brésil | 2,948 | 3,686 | 465 101 |
| 28 | Brunei-Darussalam | 0,025 | 0,031 | 3 944 |
| 29 | Bulgarie | 0,046 | 0,058 | 7 257 |
| 30 | Burkina Faso | 0,003 | 0,004 | 473 |
| 31 | Burundi | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 32 | Cabo Verde | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 33 | Cambodge | 0,006 | 0,008 | 947 |
| 34 | Cameroun | 0,013 | 0,016 | 2 051 |
| 35 | Canada | 2,734 | 3,418 | 431 338 |
| 36 | Chili | 0,407 | 0,509 | 64 212 |
| 37 | Chine | 12,005 | 15,009 | 1 894 007 |
| 38 | Chypre | 0,036 | 0,045 | 5 680 |
| 39 | Colombie | 0,288 | 0,360 | 45 437 |
| 40 | Comores | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 41 | Congo | 0,006 | 0,008 | 947 |
| 42 | Costa Rica | 0,062 | 0,078 | 9 782 |
| 43 | Côte d’Ivoire | 0,013 | 0,016 | 2 051 |
| 44 | Croatie | 0,077 | 0,096 | 12 148 |
| 45 | Cuba | 0,080 | 0,100 | 12 621 |
| 46 | Danemark | 0,554 | 0,693 | 87 404 |
| 47 | Djibouti | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 48 | Dominique | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 49 | Égypte | 0,186 | 0,233 | 29 345 |
| 50 | El Salvador | 0,012 | 0,015 | 1 893 |
| 51 | Émirats arabes unis | 0,616 | 0,770 | 97 185 |
| 52 | Équateur | 0,080 | 0,100 | 12 621 |
| 53 | Érythrée | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 54 | Espagne | 2,146 | 2,683 | 338 570 |
| 55 | Estonie | 0,039 | 0,049 | 6 153 |
| 56 | Eswatini | 0,002 | 0,003 | 316 |
| 57 | État de Palestine | 0,008 | 0,010 | 1 262 |
| 58 | Éthiopie | 0,010 | 0,010 | 1 262 |
| 59 | Fédération de Russie | 2,405 | 3,007 | 379 432 |
| 60 | Fidji | 0,003 | 0,004 | 473 |
| 61 | Finlande | 0,421 | 0,526 | 66 420 |
| 62 | France | 4,427 | 5,535 | 698 440 |
| 63 | Gabon | 0,015 | 0,019 | 2 367 |
| 64 | Gambie | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 65 | Géorgie | 0,008 | 0,010 | 1 262 |
| 66 | Ghana | 0,015 | 0,019 | 2 367 |
| 67 | Grèce | 0,366 | 0,458 | 57 743 |
| 68 | Grenade | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 69 | Guatemala | 0,036 | 0,045 | 5 680 |
| 70 | Guinée | 0,003 | 0,004 | 473 |
| 71 | Guinée équatoriale | 0,016 | 0,010 | 1 262 |
| 72 | Guinée-Bissau | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 73 | Guyana | 0,002 | 0,003 | 316 |
| 74 | Haïti | 0,003 | 0,004 | 473 |
| 75 | Honduras | 0,009 | 0,011 | 1 420 |
| 76 | Hongrie | 0,206 | 0,258 | 32 500 |
| 77 | Îles Cook | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 78 | Îles Marshall | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 79 | Îles Salomon | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 80 | Inde | 0,834 | 1,043 | 131 579 |
| 81 | Indonésie | 0,543 | 0,679 | 85 668 |
| 82 | Iraq | 0,129 | 0,161 | 20 352 |
| 83 | Irlande | 0,371 | 0,464 | 58 532 |
| 84 | Islande | 0,028 | 0,035 | 4 418 |
| 85 | Israël | 0,490 | 0,613 | 77 306 |
| 86 | Italie | 3,307 | 4,134 | 521 739 |
| 87 | Jamaïque | 0,008 | 0,010 | 1 262 |
| 88 | Japon | 8,564 | 10,707 | 1 351 127 |
| 89 | Jordanie | 0,021 | 0,026 | 3 313 |
| 90 | Kazakhstan | 0,178 | 0,223 | 28 083 |
| 91 | Kenya | 0,024 | 0,030 | 3 786 |
| 92 | Kirghizistan | 0,002 | 0,003 | 316 |
| 93 | Kiribati | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 94 | Koweït | 0,252 | 0,315 | 39 758 |
| 95 | Lesotho | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 96 | Lettonie | 0,047 | 0,059 | 7 415 |
| 97 | Liban | 0,047 | 0,059 | 7 415 |
| 98 | Libéria | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 99 | Libye | 0,030 | 0,038 | 4 733 |
| 100 | Liechtenstein | 0,009 | 0,011 | 1 420 |
| 101 | Lituanie | 0,071 | 0,089 | 11 202 |
| 102 | Luxembourg | 0,067 | 0,084 | 10 570 |
| 103 | Macédoine du Nord | 0,007 | 0,009 | 1 104 |
| 104 | Madagascar | 0,004 | 0,005 | 631 |
| 105 | Malaisie | 0,341 | 0,426 | 53 799 |
| 106 | Malawi | 0,002 | 0,003 | 316 |
| 107 | Maldives | 0,004 | 0,005 | 631 |
| 108 | Mali | 0,004 | 0,005 | 631 |
| 109 | Malte | 0,017 | 0,021 | 2 682 |
| 110 | Maroc | 0,055 | 0,069 | 8 677 |
| 111 | Maurice | 0,011 | 0,014 | 1 735 |
| 112 | Mauritanie | 0,002 | 0,003 | 316 |
| 113 | Mexique | 1,292 | 1,615 | 203 836 |
| 114 | Micronésie (États fédérés de)  | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 115 | Monaco | 0,011 | 0,014 | 1 735 |
| 116 | Mongolie | 0,005 | 0,006 | 789 |
| 117 | Monténégro | 0,004 | 0,005 | 631 |
| 118 | Mozambique | 0,004 | 0,005 | 631 |
| 119 | Myanmar | 0,010 | 0,010 | 1 262 |
| 120 | Namibie | 0,009 | 0,011 | 1 420 |
| 121 | Nauru | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 122 | Népal | 0,007 | 0,009 | 1 104 |
| 123 | Nicaragua | 0,005 | 0,006 | 789 |
| 124 | Niger | 0,002 | 0,003 | 316 |
| 125 | Nigéria | 0,250 | 0,313 | 39 442 |
| 126 | Nioué | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 127 | Norvège | 0,754 | 0,943 | 118 957 |
| 128 | Nouvelle-Zélande | 0,291 | 0,364 | 45 911 |
| 129 | Oman | 0,115 | 0,144 | 18 143 |
| 130 | Ouganda | 0,008 | 0,010 | 1 262 |
| 131 | Ouzbékistan | 0,032 | 0,040 | 5 049 |
| 132 | Pakistan | 0,115 | 0,144 | 18 143 |
| 133 | Palau | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 134 | Panama | 0,045 | 0,056 | 7 100 |
| 135 | Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,010 | 0,013 | 1 578 |
| 136 | Paraguay | 0,016 | 0,020 | 2 524 |
| 137 | Pays-Bas | 1,356 | 1,695 | 213 934 |
| 138 | Pérou | 0,152 | 0,190 | 23 981 |
| 139 | Philippines | 0,205 | 0,256 | 32 342 |
| 140 | Pologne | 0,802 | 1,003 | 126 530 |
| 141 | Portugal | 0,350 | 0,438 | 55 219 |
| 142 | Qatar | 0,282 | 0,353 | 44 491 |
| 143 | République arabe syrienne | 0,011 | 0,014 | 1 735 |
| 144 | République centrafricaine | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 145 | République de Corée | 2,267 | 2,834 | 357 660 |
| 146 | République de Moldavie | 0,003 | 0,004 | 473 |
| 147 | République démocratique du Congo | 0,010 | 0,010 | 1 262 |
| 148 | République démocratique populaire lao | 0,005 | 0,006 | 789 |
| 149 | République dominicaine | 0,053 | 0,066 | 8 362 |
| 150 | République islamique d’Iran | 0,398 | 0,498 | 62 792 |
| 151 | République populaire démocratique de Corée | 0,006 | 0,008 | 947 |
| 152 | République unie de Tanzanie | 0,010 | 0,010 | 1 262 |
| 153 | Roumanie | 0,198 | 0,248 | 31 238 |
| 154 | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord | 4,567 | 5,710 | 720 527 |
| 155 | Rwanda | 0,003 | 0,004 | 473 |
| 156 | Sainte-Lucie | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 157 | Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 158 | Saint-Marin | 0,002 | 0,003 | 316 |
| 159 | Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 160 | Samoa | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 161 | Sao Tomé-et-Principe | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 162 | Sénégal | 0,007 | 0,009 | 1 104 |
| 163 | Serbie | 0,028 | 0,035 | 4 418 |
| 164 | Seychelles | 0,002 | 0,003 | 316 |
| 165 | Sierra Leone | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 166 | Singapour | 0,485 | 0,606 | 76 518 |
| 167 | Slovaquie | 0,153 | 0,191 | 24 139 |
| 168 | Slovénie | 0,076 | 0,095 | 11 990 |
| 169 | Somalie | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 170 | Soudan | 0,010 | 0,010 | 1 262 |
| 171 | Soudan du Sud | 0,006 | 0,008 | 947 |
| 172 | Sri Lanka | 0,044 | 0,055 | 6 942 |
| 173 | Suède | 0,906 | 1,133 | 142 938 |
| 174 | Suisse | 1,151 | 1,439 | 181 591 |
| 175 | Suriname | 0,005 | 0,006 | 789 |
| 176 | Tadjikistan | 0,004 | 0,005 | 631 |
| 177 | Tchad | 0,004 | 0,005 | 631 |
| 178 | Tchéquie | 0,311 | 0,389 | 49 066 |
| 179 | Thaïlande | 0,307 | 0,384 | 48 435 |
| 180 | Timor-Leste | 0,002 | 0,003 | 316 |
| 181 | Togo | 0,002 | 0,003 | 316 |
| 182 | Tonga | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 183 | Trinité-et-Tobago | 0,040 | 0,050 | 6 311 |
| 184 | Tunisie | 0,025 | 0,031 | 3 944 |
| 185 | Turkménistan | 0,033 | 0,041 | 5 206 |
| 186 | Turquie | 1,371 | 1,714 | 216 300 |
| 187 | Tuvalu | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 188 | Ukraine | 0,057 | 0,071 | 8 993 |
| 189 | Union européenne | 0,000 | 2,500 | 315 480 |
| 190 | Uruguay | 0,087 | 0,109 | 13 726 |
| 191 | Vanuatu | 0,001 | 0,001 | 158 |
| 192 | Venezuela | 0,728 | 0,910 | 114 855 |
| 193 | Viet Nam | 0,077 | 0,096 | 12 148 |
| 194 | Yémen | 0,010 | 0,010 | 1 262 |
| 195 | Zambie | 0,009 | 0,011 | 1 420 |
| 196 | Zimbabwe | 0,005 | 0,006 | 789 |
|  | **Total** | **78,010** | **100,000** | **12 619 185** |

**Tableau 8
Contributions au fonds d’affectation spéciale du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour 2022**

|  | **Partie** | **Barème de contribution 2019-2021** | **Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 %** | **Contributions au 1er janvier 2022** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | Afghanistan | 0,007 | 0,010 | 256 |
| 2 | Afrique du Sud | 0,272 | 0,389 | 9 941 |
| 3 | Albanie | 0,008 | 0,011 | 292 |
| 4 | Algérie | 0,138 | 0,197 | 5 044 |
| 5 | Allemagne | 6,090 | 8,702 | 222 580 |
| 6 | Angola | 0,010 | 0,010 | 256 |
| 7 | Antigua and Barbuda | 0,002 | 0,003 | 73 |
| 8 | Arabie saoudite | 1,172 | 1,675 | 42 835 |
| 9 | Arménie | 0,007 | 0,010 | 256 |
| 10 | Autriche | 0,677 | 0,967 | 24 743 |
| 11 | Azerbaïdjan | 0,049 | 0,070 | 1 791 |
| 12 | Bahamas | 0,018 | 0,026 | 658 |
| 13 | Bahreïn | 0,050 | 0,071 | 1 827 |
| 14 | Bangladesh | 0,010 | 0,010 | 256 |
| 15 | Barbade | 0,007 | 0,010 | 256 |
| 16 | Belarus | 0,049 | 0,070 | 1 791 |
| 17 | Belgique | 0,821 | 1,173 | 30 006 |
| 18 | Belize | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 19 | Bénin | 0,003 | 0,004 | 110 |
| 20 | Bhoutan | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 21 | Bolivia (État plurinational de) | 0,016 | 0,023 | 585 |
| 22 | Bosnie-Herzégovine | 0,012 | 0,017 | 439 |
| 23 | Botswana | 0,014 | 0,020 | 512 |
| 24 | Brésil | 2,948 | 4,212 | 107 745 |
| 25 | Bulgarie | 0,046 | 0,066 | 1 681 |
| 26 | Burkina Faso | 0,003 | 0,004 | 110 |
| 27 | Burundi | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 28 | Cabo Verde | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 29 | Cambodge | 0,006 | 0,009 | 219 |
| 30 | Cameroun | 0,013 | 0,019 | 475 |
| 31 | Chine | 12,005 | 17,153 | 438 764 |
| 32 | Chypre | 0,036 | 0,051 | 1 316 |
| 33 | Colombie | 0,288 | 0,412 | 10 526 |
| 34 | Comores | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 35 | Congo | 0,006 | 0,009 | 219 |
| 36 | Costa Rica | 0,062 | 0,089 | 2 266 |
| 37 | Côte d’Ivoire | 0,013 | 0,019 | 475 |
|  38 | Croatie | 0,077 | 0,110 | 2 814 |
| 39 | Cuba | 0,080 | 0,114 | 2 924 |
| 40 | Danemark | 0,554 | 0,792 | 20 248 |
| 41 | Djibouti | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 42 | Dominique | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 43 | Égypte | 0,186 | 0,266 | 6 798 |
| 44 | El Salvador | 0,012 | 0,017 | 439 |
| 45 | Émirats arabes unis | 0,616 | 0,880 | 22 514 |
| 46 | Équateur | 0,080 | 0,114 | 2 924 |
| 47 | Érythrée | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 48 | Espagne | 2,146 | 3,066 | 78 433 |
| 49 | Estonie | 0,039 | 0,056 | 1 425 |
| 50 | Eswatini | 0,020 | 0,029 | 731 |
| 51 | État de Palestine | 0,008 | 0,011 | 292 |
| 52 | Éthiopie | 0,010 | 0,010 | 256 |
| 53 | Fidji | 0,003 | 0,004 | 110 |
| 54 | Finlande | 0,421 | 0,602 | 15 387 |
| 55 | France | 4,427 | 6,325 | 161 800 |
| 56 | Gabon | 0,015 | 0,021 | 548 |
| 57 | Gambie | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 58 | Géorgie | 0,008 | 0,011 | 292 |
| 59 | Ghana | 0,015 | 0,021 | 548 |
| 60 | Grèce | 0,366 | 0,523 | 13 377 |
| 61 | Grenade | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 62 | Guatemala | 0,036 | 0,051 | 1 316 |
| 63 | Guinée | 0,003 | 0,004 | 110 |
| 64 | Guinée-Bissau | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 65 | Guyana | 0,002 | 0,003 | 73 |
| 66 | Honduras | 0,009 | 0,013 | 329 |
| 67 | Hongrie | 0,206 | 0,294 | 7 529 |
| 68 | Îles Marshall | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 69 | Îles Salomon | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 70 | Inde | 0,834 | 1,192 | 30 481 |
| 71 | Indonésie | 0,543 | 0,776 |  19 846 |
| 72 | Iraq | 0,129 | 0,184 | 4 715 |
| 73 | Irlande | 0,371 | 0,530 | 13 559 |
| 74 | Italie | 3,307 | 4,725 | 120 866 |
| 75 | Jamaïque | 0,008 | 0,011 | 292 |
| 76 | Japon | 8,564 | 12,236 | 313 001 |
| 77 | Jordanie | 0,021 | 0,030 | 768 |
| 78 | Kazakhstan | 0,178 | 0,254 | 6 506 |
| 79 | Kenya | 0,024 | 0,034 | 877 |
| 80 | Kirghizistan | 0,002 | 0,003 | 73 |
| 81 | Kiribati | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 82 | Koweït | 0,252 | 0,360 | 9 210 |
| 83 | Lesotho | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 84 | Lettonie | 0,047 | 0,067 | 1 718 |
| 85 | Liban | 0,047 | 0,067 | 1 718 |
| 86 | Libéria | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 87 | Libye | 0,030 | 0,043 | 1 096 |
| 88 | Lituanie | 0,071 | 0,101 | 2 595 |
| 89 | Luxembourg | 0,067 | 0,096 | 2 449 |
| 90 | Macédoine du Nord | 0,007 | 0,010 | 256 |
| 91 | Madagascar | 0,004 | 0,006 | 146 |
| 92 | Malaisie | 0,341 | 0,487 | 12 463 |
| 93 | Malawi | 0,002 | 0,003 | 73 |
| 94 | Maldives | 0,004 | 0,006 | 146 |
| 95 | Mali | 0,004 | 0,006 | 146 |
| 96 | Malte | 0,017 | 0,024 | 621 |
| 97 | Maroc | 0,055 | 0,079 | 2 010 |
| 98 | Maurice | 0,011 | 0,016 | 402 |
| 99 | Mauritanie | 0,002 | 0,003 | 73 |
| 100 | Mexique | 1,292 | 1,846 | 47 221 |
| 101 | Mongolie | 0,005 | 0,007 | 183 |
| 102 | Monténégro | 0,004 | 0,006 | 146 |
| 103 | Mozambique | 0,004 | 0,006 | 146 |
| 104 | Myanmar | 0,010 | 0,010 | 256 |
| 105 | Namibie | 0,009 | 0,013 | 329 |
| 106 | Nauru | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 107 | Nicaragua | 0,005 | 0,007 | 183 |
| 108 | Niger | 0,002 | 0,003 | 73 |
| 109 | Nigéria | 0,250 | 0,357 | 9 137 |
| 110 | Nioué | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 111 | Norvège | 0,754 | 1,077 | 27 558 |
| 112 | Nouvelle-Zélande | 0,291 | 0,416 | 10 636 |
| 113 | Oman | 0,115 | 0,164 | 4 203 |
| 114 | Ouganda | 0,008 | 0,010 | 256 |
| 115 | Ouzbékistan | 0,032 | 0,046 | 1 170 |
| 116 | Pakistan | 0,115 | 0,164 | 4 203 |
| 117 | Palau | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 118 | Panama | 0,045 | 0,064 | 1 645 |
| 119 | Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,010 | 0,014 | 365 |
| 120 | Paraguay | 0,016 | 0,023 | 585 |
| 121 | Pays-Bas | 1,356 | 1,937 | 49 560 |
| 122 | Pérou | 0,152 | 0,217 | 5 555 |
| 123 | Philippines | 0,205 | 0,293 | 7 492 |
| 124 | Pologne | 0,802 | 1,146 | 29 312 |
| 125 | Portugal | 0,350 | 0,500 | 12 792 |
| 126 | Qatar | 0,282 | 0,403 | 10 307 |
| 127 | République arabe syrienne | 0,011 | 0,016 | 402 |
| 128 | République centrafricaine | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 129 | République de Corée | 2,267 | 3,239 | 82 855 |
| 130 | République de Moldavie | 0,003 | 0,004 | 110 |
| 131 | République démocratique du Congo | 0,010 | 0,010 | 256 |
| 132 | République démocratique populaire lao | 0,005 | 0,007 | 183 |
| 133 | République dominicaine | 0,053 | 0,076 | 1 937 |
| 134 | République islamique d’Iran | 0,398 | 0,569 | 14 546 |
| 135 | République populaire démocratique de Corée | 0,006 | 0,009 | 219 |
| 136 | République unie de Tanzanie | 0,010 | 0,010 | 256 |
| 137 | Roumanie | 0,198 | 0,283 | 7 237 |
| 138 | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord | 4,567 | 6,525 | 166 917 |
| 139 | Rwanda | 0,003 | 0,004 | 110 |
| 140 | Sainte-Lucie | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 141 | Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 142 | Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 143 | Samoa | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 144 | Sénégal | 0,007 | 0,010 | 256 |
| 145 | Serbie | 0,028 | 0,040 | 1 023 |
| 146 | Seychelles | 0,002 | 0,003 | 73 |
| 147 | Sierra Leone | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 148 | Slovaquie | 0,153 | 0,219 | 5 592 |
| 149 | Slovénie | 0,076 | 0,109 | 2 778 |
| 150 | Somalie | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 151 | Soudan | 0,010 | 0,010 | 256 |
| 152 | Sri Lanka | 0,044 | 0,063 | 1 608 |
| 153 | Suède | 0,906 | 1,295 | 33 113 |
| 154 | Suisse | 1,151 | 1,645 | 42 067 |
| 155 | Suriname | 0,005 | 0,007 | 183 |
| 156 | Tadjikistan | 0,004 | 0,006 | 146 |
| 157 | Tchad | 0,004 | 0,006 | 146 |
| 158 | Tchéquie | 0,311 | 0,444 | 11 367 |
| 159 | Thaïlande | 0,307 | 0,439 | 11 220 |
| 160 | Togo | 0,002 | 0,003 | 73 |
| 161 | Tonga | 0,001 | 0,001 | 37 |
| 162 | Trinité-et-Tobago | 0,040 | 0,057 | 1 462 |
| 163 | Tunisie | 0,025 | 0,036 | 914 |
| 164 | Turkménistan | 0,033 | 0,047 | 1 206 |
| 165 | Turquie | 1,371 | 1,959 | 50 108 |
| 166 | Ukraine | 0,057 | 0,081 | 2 083 |
| 167 | Union européenne | 0,000 | 2,500 | 63 949 |
| 168 | Uruguay | 0,087 | 0,124 | 3 180 |
| 169 | Venezuela | 0,728 | 1,040 | 26 607 |
| 170 | Viet Nam | 0,077 | 0,110 | 2 814 |
| 171 | Yémen | 0,010 | 0,010 | 256 |
| 172 | Zambie | 0,009 | 0,013 | 329 |
| 173 | Zimbabwe | 0,005 | 0,007 | 183 |
|  | **Total** | **68,263** | **100,000** | **2 557 943** |

**Tableau 9**

**Contributions au fonds d’affectation spéciale du Protocole de Nagoya sur l’accès et le partage des avantages pour 2022**

|  | **Partie** | **Barème de contribution 2019-2021** | **Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 %** | **Contributions au 1er janvier 2022** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | Afghanistan | 0,007 | 0,010 | 188 |
| 2 | Afrique du Sud | 0,272 | 0,437 | 8 199 |
| 3 | Albanie | 0,008 | 0,013 | 241 |
| 4 | Allemagne | 6,090 | 9,787 | 183 583 |
| 5 | Angola | 0,010 | 0,010 | 188 |
| 6 | Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,003 | 60 |
| 7 | Arabie saoudite | 1,172 | 1,883 | 35 330 |
| 8 | Argentine | 0,915 | 1,470 | 27 583 |
| 9 | Autriche | 0,677 | 1,088 | 20 408 |
| 10 | Belarus | 0,049 | 0,079 | 1 477 |
| 11 | Belgique | 0,821 | 1,319 | 24 749 |
| 12 | Bénin | 0,003 | 0,005 | 90 |
| 13 | Bhoutan | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 14 | Bolivie (État plurinational de) | 0,016 | 0,026 | 482 |
| 15 | Botswana | 0,014 | 0,022 | 422 |
| 16 | Brésil | 2,948 | 4,738 | 88 867 |
| 17 | Bulgarie | 0,046 | 0,074 | 1 387 |
| 18 | Burkina Faso | 0,003 | 0,005 | 90 |
| 19 | Burundi | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 20 | Cambodge | 0,006 | 0,010 | 181 |
| 21 | Cameroun | 0,013 | 0,021 | 392 |
| 22 | Chine | 12,005 | 19,292 | 361 890 |
| 23 | Comores | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 24 | Congo | 0,006 | 0,010 | 181 |
| 25 | Côte d’Ivoire | 0,013 | 0,021 | 392 |
| 26 | Croatie | 0,077 | 0,124 | 2 321 |
| 27 | Cuba | 0,080 | 0,129 | 2 412 |
| 28 | Danemark | 0,554 | 0,890 | 16 700 |
| 29 | Djibouti | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 30 | Égypte | 0,186 | 0,299 | 5 607 |
| 31 | Émirats arabes unis | 0,616 | 0,990 | 18 569 |
| 32 | Équateur | 0,080 | 0,129 | 2 412 |
| 33 | Érythrée | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 34 | Espagne | 2,146 | 3,449 | 64 691 |
| 35 | Estonie | 0,039 | 0,063 | 1 176 |
| 36 | Eswatini | 0,002 | 0,003 | 60 |
| 37 | Éthiopie | 0,010 | 0,010 | 188 |
| 38 | Fidji | 0,003 | 0,005 | 90 |
| 39 | Finlande | 0,421 | 0,677 | 12 691 |
| 40 | France | 4,427 | 7,114 | 133 452 |
| 41 | Gabon | 0,015 | 0,024 | 452 |
| 42 | Gambie | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 43 | Ghana | 0,015 | 0,024 | 452 |
| 44 | Grèce | 0,366 | 0,588 | 11 033 |
| 45 | Guatemala | 0,036 | 0,058 | 1 085 |
| 46 | Guinée | 0,003 | 0,005 | 90 |
| 47 | Guinée-Bissau | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 48 | Guyana | 0,002 | 0,003 | 60 |
| 49 | Honduras | 0,009 | 0,014 | 271 |
| 50 | Hongrie | 0,206 | 0,331 | 6 210 |
| 51 | Îles Marshall | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 52 | Îles Salomon | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 53 | Inde | 0,834 | 1,340 | 25 141 |
| 54 | Indonésie | 0,543 | 0,873 | 16 369 |
| 55 | Japon | 8,564 | 13,763 | 258 161 |
| 56 | Jordanie | 0,021 | 0,034 | 633 |
| 57 | Kazakhstan | 0,178 | 0,286 | 5 366 |
| 58 | Kenya | 0,024 | 0,039 | 723 |
| 59 | Kirghizistan | 0,002 | 0,003 | 60 |
| 60 | Kiribati | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 61 | Koweït | 0,252 | 0,405 | 7 597 |
| 62 | Lesotho | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 63 | Liban | 0,047 | 0,076 | 1 417 |
| 64 | Libéria | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 65 | Luxembourg | 0,067 | 0,108 | 2 020 |
| 66 | Madagascar | 0,004 | 0,006 | 121 |
| 67 | Malaisie | 0,341 | 0,548 | 10 279 |
| 68 | Malawi | 0,002 | 0,003 | 60 |
| 69 | Maldives | 0,004 | 0,006 | 121 |
| 70 | Mali | 0,004 | 0,006 | 121 |
| 71 | Malte | 0,017 | 0,027 | 512 |
| 72 | Maurice | 0,011 | 0,018 | 332 |
| 73 | Mauritanie | 0,002 | 0,003 | 60 |
| 74 | Mexique | 1,292 | 2,076 | 38 947 |
| 75 | Micronésie (États fédérés de) | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 76 | Mongolie | 0,005 | 0,008 | 151 |
| 77 | Monténégro | 0,004 | 0,006 | 121 |
| 78 | Mozambique | 0,004 | 0,006 | 121 |
| 79 | Myanmar | 0,010 | 0,010 | 188 |
| 80 | Namibie | 0,009 | 0,014 | 271 |
| 81 | Népal | 0,007 | 0,010 | 188 |
| 82 | Nicaragua | 0,005 | 0,008 | 151 |
| 83 | Niger | 0,002 | 0,003 | 60 |
| 84 | Norvège | 0,754 | 1,212 | 22 729 |
| 85 | Oman | 0,115 | 0,185 | 3 467 |
| 86 | Ouganda | 0,008 | 0,010 | 188 |
| 87 | Pakistan | 0,115 | 0,185 | 3 467 |
| 88 | Palau | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 89 | Panama | 0,045 | 0,072 | 1 357 |
| 90 | Pays-Bas | 1,356 | 2,179 | 40 877 |
| 91 | Pérou | 0,152 | 0,244 | 4 582 |
| 92 | Philippines | 0,205 | 0,329 | 6 180 |
| 93 | Portugal | 0,350 | 0,562 | 10 551 |
| 94 | Qatar | 0,282 | 0,453 | 8 501 |
| 95 | République arabe syrienne | 0,011 | 0,018 | 332 |
| 96 | République centrafricaine | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 97 | République de Corée | 2,267 | 3,643 | 68 339 |
| 98 | République de Moldavie | 0,003 | 0,005 | 90 |
| 99 | République démocratique du Congo | 0,010 | 0,010 | 188 |
| 100 | République démocratique populaire lao | 0,005 | 0,008 | 151 |
| 101 | République dominicaine | 0,053 | 0,085 | 1 598 |
| 102 | République populaire démocratique de Corée | 0,006 | 0,010 | 181 |
| 103 | République unie de Tanzanie | 0,010 | 0,010 | 188 |
| 104 | Roumanie | 0,198 | 0,318 | 5 969 |
| 105 | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord | 4,567 | 7,339 | 137 672 |
| 106 | Rwanda | 0,003 | 0,005 | 90 |
| 107 | Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 108 | Samoa | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 109 | Sao Tomé-et- Principe | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 110 | Sénégal | 0,007 | 0,010 | 188 |
| 111 | Serbie | 0,028 | 0,045 | 844 |
| 112 | Seychelles | 0,002 | 0,003 | 60 |
| 113 | Sierra Leone | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 114 | Slovaquie | 0,153 | 0,246 | 4 612 |
| 115 | Soudan | 0,010 | 0,010 | 188 |
| 116 | Suède | 0,906 | 1,456 | 27 311 |
| 117 | Suisse | 1,151 | 1,850 | 34 697 |
| 118 | Tadjikistan | 0,004 | 0,006 | 121 |
| 119 | Tchad | 0,004 | 0,006 | 121 |
| 120 | Tchéquie | 0,311 | 0,500 | 9 375 |
| 121 | Togo | 0,002 | 0,003 | 60 |
| 122 | Tonga | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 123 | Turkménistan | 0,033 | 0,053 | 995 |
| 124 | Tuvalu | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 125 | Union européenne | 0,000 | 2,500 | 46 896 |
| 126 | Uruguay | 0,087 | 0,140 | 2 623 |
| 127 | Vanuatu | 0,001 | 0,002 | 30 |
| 128 | Venezuela | 0,728 | 1,170 | 21 946 |
| 129 | Viet Nam | 0,077 | 0,124 | 2 321 |
| 130 | Zambie | 0,009 | 0,014 | 271 |
| 131 | Zimbabwe | 0,005 | 0,008 | 151 |
|  | **Total** | **60,698** | **100,000** | **1 875 825** |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. \* CBD/COP/15/1/Rev.1. [↑](#footnote-ref-2)
2. \*\* CBD/CP/MOP/10/1/Rev.1. [↑](#footnote-ref-3)
3. \*\*\* CBD/NP/MOP/4/1/Rev.1. [↑](#footnote-ref-4)
4. Règles de gestion financière pour l’administration du Fonds d’affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique, annexe I de la décision I/6). [↑](#footnote-ref-5)
5. CBD/COP/15/3. [↑](#footnote-ref-6)
6. CBD/CP/MOP/10/3. [↑](#footnote-ref-7)
7. Numéro de décision à insérer. [↑](#footnote-ref-8)
8. CBD/NP/MOP/4/3. [↑](#footnote-ref-9)
9. Numéro de décision à insérer. [↑](#footnote-ref-10)